

JANVIER 2012

Pages 2-7

ACTUALITÉS DU MONDE

Monde arabe

Syrie : la guerre de demain ?

Afrique

Éthiopie : une société muselée

Amérique latine

Salvador : 20 ans de Paix

Asie

Iran : pourquoi cette escalade ?

Europe

Suède : congrès du Parti
de gauche

Conférence des Partis commu-
nistes et ouvriers à Athènes

Le billet de G. Streiff

Régime

Pages 8-9

FOCUS Russie

à la croisée des chemins

Pages 10-11

ACTIVITÉ DES RELATIONS INTERNATIONALES

Pages 12-14

REGARD sur

Journalistes, journalisme
et libertés

2012: DANS UN CONTEXTE INTERNATIONAL BIEN SINGULIER

Les échéances électorales de 2012 seront décisives pour l'avenir de la France. Leurs résultats pèseront en Europe et sur les politiques européennes. Les résultats du Front de Gauche, celui de Jean-Luc Mélenchon à la présidentielle, celui de ses candidats aux législatives, seront un des facteurs déterminants – et non des moindres – des évolutions et des choix qui suivront.

La campagne s'est ouverte, il faut le noter, dans un contexte international très singulier, celui d'une montée de luttes et de soulèvements populaires de grande portée et celui d'une exacerbation de tensions et de risques en particulier au Proche-Orient et en Asie. La crise syrienne et la crise sur le nucléaire iranien sont lourdes de très graves dangers de confrontations armées élargies et d'interventions militaires extérieures. La dimension des enjeux dépasse celle de la guerre de l'OTAN en Libye.

Ce contexte nécessite évidemment une grande vigilance quant aux politiques conduites par les autorités françaises, par les responsables européens, mais aussi par l'administration américaine (elle aussi dans un contexte électoral) et par Israël dont la politique de colonisation en Palestine et d'agression régionale permanente est une des causes majeures de l'insécurité internationale.

Alimenter le débat politique par des idées, des propositions, une vision nouvelle de l'action extérieure de la France, un tout autre rôle de l'Union européenne dans le monde est donc une nécessité. Le PCF doit y prendre toute sa part.

Quelques événements et initiatives – parmi d'autres – permettront de montrer ce que veut dire un monde plus juste, plus pacifique, plus solidaire et plus civilisé: la Semaine anti-coloniale (qui sera ouverte au siège du PCF en février), le 50ème anniversaire de l'indépendance de l'Algérie en mars, la venue de Salah Hammouri en France en avril, le contre-sommet anti-OTAN à Chicago en mai...

Vous trouverez dans la LRI les informations, les analyses et les positionnements utiles.

Jacques Fath

responsable des Relations internationales



- **Audition de Farouk Mardam Bey : *Le Printemps arabe... 1 an après***, au siège du PCF le 2 février à 18h30 (merci de vous inscrire auprès de cchastain@pcf.fr)
- **Solidarité avec le peuple syrien : *Quelle issue pour le soulèvement syrien ?***, à l'initiative de Catherine Margaté, maire de Malakoff, vendredi 3 février à 19h à la Maison de la Vie associative 28 rue Victor Hugo (métro Plateau de Vanves)
- **Réception d'ouverture de la Semaine anticoloniale**, au siège du PCF le 23 février à 18h30
- **Initiatives du PCF pour le cinquantenaire de l'indépendance de l'Algérie : *3 jours pour l'amitié franco-algérienne*** soirées des 12, 13 et 14 mars (programme complet à venir)

Syrie la guerre de demain ?

En Syrie aussi, l'aspiration à la liberté et à la démocratie s'exprime avec force, comme dans tout le monde arabe mais dans les conditions particulières d'un pays complexe marqué à la fois par une réelle conscience nationale et par l'existence d'identités communautaires très fortes.

Il fallait s'y attendre, plus les soulèvements populaires, commencés il y a un an en Tunisie, allaient s'élargir aux pays du Proche-Orient, plus ils seraient sur-déterminés par les enjeux régionaux et internationaux, par les confrontations sur la question de Palestine, par la stratégie provocatrice et militarisée d'Israël, par les crises de la prolifération nucléaire, les ambitions d'une domination américaine agressive mais ébranlée par ses échecs en Irak et en Afghanistan.



En Syrie se mettent en place progressivement tous les risques d'une intervention militaire extérieure dans un contexte d'impasse politique et de guerre civile menaçante. Les dangers sont énormes pour ce pays, pour le Liban et pour toute la région. Une telle conflagration doit absolument être évitée. C'est la conviction des communistes français qui condamnent toute pression dans ce sens. C'est aussi celle des démocrates et progressistes de Syrie qui refusent une perspective à la libyenne. Mais on sait que l'opposition est traversée de courants politiques différents avec un poids important de l'islamisme politique et les soutiens problématiques de la Turquie et du Qatar. Certains, comme l'Armée syrienne libre, poussent à la confrontation armée.

Le PCF continuera d'exprimer sa solidarité avec toutes les forces syriennes qui cherche une issue démocratique avec la fin du pouvoir actuel et de sa criminelle répression. Des sanctions lourdes doivent cibler et affaiblir le régime sans frapper la population. L'ensemble des opposants le demande.

La crise syrienne constitue un défi majeur immédiat à la sécurité internationale. Elle doit pousser aussi à une réflexion de fond sur la responsabilité de ce qu'on appelle les « grandes puissances ». À force de ne rien vouloir régler des conflits du Proche-Orient, à force de soutenir l'insoutenable, de fermer les yeux sur l'accumulation des humiliations et des injustices, à force de continuer les mêmes politiques néo-impériales de domination, d'occupation... on accumule, à un degré rarement atteint, les facteurs d'une tempête destructrice. Saura-t-on éviter ça ?

Jacques Fath

responsable des Relations internationales

Catherine MARGATE

Maire de Malakoff

Conseillère générale des Hauts de Seine

La Municipalité

vous invitent à une soirée de solidarité et de débat

« Quelle issue pour le soulèvement syrien ? »

Vendredi 3 février 2012

à 19h - Maison de la Vie Associative
28 rue V. Hugo - Malakoff
(métro Plateau de Vanves)

Avec la participation de :

Michel Kilo, écrivain, ancien prisonnier politique,
initiateur du « printemps de Damas »

Samir Aïta, Président du Cercle des Economistes Arabes,
opposant syrien indépendant

Samar Yazbek, Ecrivaine

Ville de Malakoff 



Photographie : Mouamad ALAUDAT

SOLIDARITE AVEC LE PEUPLE SYRIEN

Éthiopie une société civile muselée

L'Éthiopie connaît, depuis l'ascension au pouvoir en 1995 du Premier ministre Meles Zenawi, appartenant au Front démocratique révolutionnaire populaire éthiopien (FDRPE), un climat général marqué par la peur et la restriction des libertés et des droits humains. Le gouvernement n'a cessé de mettre en place une politique de répression et de limogeage à l'encontre des défenseurs des droits humains, des journalistes et de l'opposition politique. L'adoption en 2009 d'une loi portant sur les « Sociétés et Associations caritatives » et la loi portant sur « la lutte contre le terrorisme » ont porté un coup aux actions des groupes de la société civile progressiste. Aux élections législatives du 23 mai 2010, Monsieur Meles Zenawi et les partis affiliés ont remporté 99,6% des voix grâce à ces politiques anti-démocratiques contre les dissidents politiques.

En mars 2011, plus de 2200 opposants appartenant à l'ethnie Oromo ont été arrêtés et le 30 mars, 121 personnes ont été placées en détention sans charge à leur rencontre.

Dans ce climat marqué par une crainte des mesures de répression, de surveillance et le refus d'accès aux zones de rébellion, les défenseurs des droits humains choisissent de limiter leurs actions et les journalistes préfèrent s'autocensurer. La loi sur les Sociétés et Associations caritatives témoigne de cette volonté affichée de restreindre la liberté d'expression et d'éliminer la liberté d'association, même pacifique et le droit à un procès équitable. Les arrestations de responsables politiques sont monnaie courante en Éthiopie. L'exemple de l'arrestation de Birtukan Mideksa, ancienne magistrate et dirigeante du Parti Unité pour la Démocratie et la Justice (UDJ) purge depuis 2008 une peine de réclusion à perpétuité sans chef d'inculpation, et ne bénéficie ni de service d'avocat ni de



soins médicaux. Ou encore, le cas de Monsieur Fowski Mohamed Ali, médiateur indépendant, arrêté en 2007 à Jijiga¹ pour qu'il ne puisse pas témoigner devant la mission d'enquête menée par les Nations unies en territoire somali.

La loi sur les sociétés et associations caritatives impose des contrôles et des restrictions sévères aux organisations de la société civile, et vise tout particulièrement celles œuvrant en faveur des droits humains. À ceci s'ajoute la restriction du financement à 10% des associations par des fonds étrangers. Les sanctions pénales mises en place sont disproportionnées, les organisations peuvent encourir des peines d'emprisonnement pour non-respect de la loi. Les ONG, très populaires, telles que le Conseil des droits de l'homme, l'Association des femmes juristes éthiopiennes (EWIA selon le sigle en anglais) se retrouvent dans l'incapacité de poursuivre leurs actions de défense des droits humains.

Pour contrôler ces associations, le gouvernement a créé une agence des sociétés et associations caritatives dotée de pouvoirs discrétionnaires lui donnant la possibilité de s'immiscer dans leurs gestions et leurs activités. Les organisations locales et internationales ne peuvent plus ni surveiller les violations des droits humains, ni les recenser et surtout lutter contre elles. Selon Amnesty International² : « les dispositions répressives de la loi constituent une tentative du gouvernement éthiopien pour masquer les atteintes aux droits humains et empêche toute protestation publique et toute critique de sa politique ». Le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (CEDEF) a déploré la mise en application de cette loi. Les femmes éthiopiennes portent le lourd fardeau de l'inconscience humaine et ne disposent plus désormais d'association pour défendre leurs droits. Le mariage forcé à un âge précoce concerne plus de 69% de la population, et les auteurs des mutilations génitales n'encourent qu'une peine de trois mois de prison.

Il est plus que jamais nécessaire d'apporter notre soutien au peuple éthiopien, qui ne demande qu'à exercer ses droits et ses libertés.

Marine Malberg

collaboratrice collectif Afrique des Relations internationales

1. Ville dans le territoire somali

2. Rapport Amnesty International 2010, *La situation des droits humains : République fédérale démocratique d'Éthiopie*.

Salvador

20 ans de paix

Le Salvador commémore en ce mois de janvier 20 ans de la signature des Accords de Paix qui ont mis fin à 12 années d'une guerre qui n'était que la conséquence de plus d'un demi siècle de gouvernements militaires, de pression, de marginalisation d'une grande majorité de la population exploitée par une poignée de propriétaires terriens.



En 1932, après le coup d'État de Maximiliano Hernandez Martinez et la fraude aux élections municipales, un soulèvement populaire a eu lieu avec une participation décisive du jeune Parti communiste dirigé par Farabundo Marti. Ce soulèvement s'est soldé par une répression brutale : plus de 30 000 personnes, adultes et enfants, ont été massacrés et Farabundo Marti et d'autres dirigeants communistes ont été fusillés. Le pays a vécu sous différents gouvernements militaires et les conditions de vie n'ont fait qu'empirer jusqu'en 1980, année qui a vu le début de ce qui allait être une véritable guerre de libération nationale. Le Front Farabundo Mmarti (FMLN) a été créé avec la fusion des groupes armés issus des partis de la gauche. Ce front s'est allié avec le Front démocratique révolutionnaire qui rassemblait des formations politiques restées dans la légalité, des syndicats et organisations populaires.

75 000 personnes sont mortes et 8 000 ont disparu pendant les 12 années d'affrontements entre une guérilla soutenue par la population, qui gagnait du terrain et le soutien de la population, et un régime soutenu par les États-Unis à coups de millions de dollars. Les squattons de la mort assassinaient les dirigeants du FDR et des personnalités telles que l'Archevêque de San Salvador Oscar Romero et Felix Ulloa, le recteur de l'Université du Salvador. L'armée a commis des crimes contre l'humanité avec des massacres tels que celui d'El Mozote où un millier de personnes, la moitié des mineurs, ont été assassinés. Ni les massacres ni la cruauté de la répression n'ont pas pu venir à bout de la détermination de ce peuple.

Dès le début de la guerre, le FMLN n'a cessé de proposer une issue politique et plusieurs initiatives ont été prises par des pays de la région pour faciliter des négociations. En 1981 la reconnaissance par les gouvernements mexicain et français du statut de belligérant du FMLN a été un fait politique important. En 1992 le régime a accepté de négocier. Une victoire militaire face à un adversaire qui avait le soutien de la population était impossible et la pression internationale était devenue trop forte dans un contexte marqué par la fin de l'affrontement Est-Ouest.

Le 16 janvier ont été signés à Mexico les accords dits « de Chapultepec » qui mettaient fin aux années de dictature et stipulaient la démobilisation de la Garde nationale et la dépuración de la police. Bien que la droite ait pu rester au gouvernement à partir des élections de 1994 le FMLN, devenu un parti politique, n'a cessé de voir grandir son influence. En 1994 il avait 21 députés sur 84 et il gouvernait 15 municipalités, en 2009 le FMLN était le premier parti avec 35 députés et il gouvernait 96 mairies. Cette même année, Mauricio Funes, son candidat, gagnait l'élection présidentielle. Le FMLN est passé de 287 811 voix en 1994 à 1 354 000 voix.

Le pays que le FMLN doit gouverner est exsangue à cause des dégâts provoqués par la guerre. C'est le résultat des politiques des gouvernements de la droite qui ont laissé un pays qui a renoncé à sa monnaie pour adopter le dollar, et qui ont voulu faire de ce petit pays de 6 millions d'habitants une grande usine d'assemblage pour les compagnies étasuniennes et mexicaines. 40% de la population vit dans la pauvreté et une grande majorité n'a pas d'accès aux services de santé. Entre 2,5 millions et 3 millions de Salvadoriens ont émigré aux États-Unis et envoient à leurs familles une partie de leurs maigres revenus, l'équivalent de 18% du PIB. Mais le pire des fléaux qui frappent le pays est la criminalité des bandes qui se sont liées aux trafiquants de drogue et d'êtres humains.

Lors de son discours prononcé à El Mozote le 16 janvier dernier, Mauricio Funes a rappelé qu'il ne suffit pas d'avoir le droit de vote pour vivre dans une démocratie. Développer une véritable démocratie passe par la justice, l'égalité des chances, la liberté, le respect des droits de l'Homme et des institutions fortes. À cette occasion, le président du Salvador a rendu hommage aux victimes de la répression des années noires et a promis réparation et justice aux familles.

Le Salvador se prépare à de nouvelles élections qui auront lieu en mars prochain. Le FMLN a fait connaître ses propositions pour permettre la transformation du pays. Le gouvernement et le FMLN peuvent s'appuyer sur un bilan qui a apporté des avancées sociales importantes, mais beaucoup reste à faire pour construire le pays que le FMLN propose.

Le PCF n'a cessé d'apporter toute sa solidarité à ce peuple et au FMLN auquel des liens d'amitié l'attachent depuis toujours. C'était le cas pendant les années de la lutte pour la libération du pays et pendant les années qui ont suivi le retour de la paix. C'est le cas aujourd'hui. Et c'est ce lien fraternel qui nous fait évoquer le souvenir de Shafik Handal, le premier dirigeant du FMLN, en ce 20ème anniversaire.

Obey Ament
responsable Amérique latine des Relations internationales

Iran

pourquoi cette escalade ?

Les rapports Iran/États-Unis/Europe reviennent au centre de l'actualité avec l'annonce de nouvelles sanctions économiques occidentales. Au centre de cette tension, la question de la nature réelle du nucléaire iranien. Les Occidentaux affirment que l'Iran veut se doter de l'arme nucléaire, et les Iraniens font valoir leur droit à la recherche nucléaire à des fins civiles. L'AIEA, dont tous ces pays sont membres (sauf Israël) n'ayant pu apporter la preuve formelle pour infirmer ou étayer l'une ou l'autre des thèses. On est donc dans l'ère du soupçon permanent gelant tout véritable dialogue.

De là, l'annonce de nouvelles sanctions décidées par les États-Unis et l'Union européenne visant l'exportation du pétrole iranien. Ce nouveau train de sanctions va aggraver un peu plus le sort du peuple iranien déjà frappé par une réforme gouvernementale des subventions sur les produits de première nécessité qui ont conduit à une explosion des prix et à une chute du pouvoir d'achat. Mais on peut douter de l'efficacité réelle de ces sanctions, les principales exportations se faisant en direction de la Chine, de l'Inde et d'autres pays comme le Japon et pour seulement 18% pour l'Europe.



D'où la nécessité pour tous les acteurs de faire monter la tension, et d'engager une escalade, pour garder la face vis-à-vis de son peuple et de ses alliés régionaux. La présence ostensible de la Ve flotte états-unienne dans la région donne l'occasion au pouvoir iranien de menacer de bloquer le détroit d'Ormuz par où transite près du tiers du pétrole mondial. Les assassinats ciblés de chercheurs iraniens (le quatrième en un an) condamnés par le secrétaire général à l'ONU ne faisant qu'augmenter la tension et le ressentiment du côté iranien. Enfin les menaces répétées par le gouvernement israélien de frapper les sites iraniens de recherche ajoutent à la surenchère de part et d'autre.

Pourquoi et maintenant cette escalade ?

Elle arrive à un moment où le paysage politique régional est en pleine transformation. Les départs annoncés des troupes américaines d'Irak et d'Afghanistan pourraient conduire le pouvoir états-unien à concentrer ses feux sur l'Iran. D'autant que la position d'Israël est affaiblie dans la région avec les incertitudes créées par les révolutions arabes et les initiatives diplomatiques palestiniennes qui l'isolent sur le plan international. Par ailleurs, en Syrie alliée de l'Iran, l'intransigeance de Bachar El Assad aggrave le risque d'une guerre civile qui pourrait déboucher sur une situation incontrôlable dans la région.

D'où, pour les États-Unis et l'UE, la nécessité de faire pression maintenant sur l'Iran afin de réduire sa capacité d'intervention. Mais il n'y a pas que des enjeux de caractère international. Aux États-Unis comme en Iran, on rentre dans une période électorale, où les enjeux de pouvoir peuvent pousser les dirigeants à « jouer » des questions internationales... Pour Obama, l'Iran lui permet de montrer sa détermination à conserver le premier rôle dans la région, d'autant plus qu'il vient d'essuyer deux échecs avec l'Irak et l'Afghanistan. Dans la perspective des élections législatives en mars 2012 et des présidentielles de 2013, les clans au pouvoir s'affrontent durement entre les pro-Ahmadinejad, président de la République et le guide suprême Khamenei. Pour les dirigeants iraniens aussi, cette escalade tombe à pic pour sceller l'unité nationale.

Mais le peuple iranien, toujours privé de droits démocratiques n'a rien à gagner dans cette surenchère nationaliste. Il n'y a pas de solution à cette crise autre que politique. Sinon ce bras de fer permanent continuera de nourrir la menace d'un engrenage meurtrier dont les peuples seront les premières victimes, d'où ne sortira aucun vainqueur.

Patrick Margaté
collectif Iran/Monde arabe

le billet de Gérard Streiff

régime

Général français, l'actuel chef d'état-major de l'ISAF (International Security Assistance Force) de l'OTAN en Afghanistan a de ces formules qui réjouissent *Le Figaro* mais risquent de desservir sa « cause ».

L'autre jour (5/12/11), cet homme à barrettes, désireux de remonter le moral des troupes du président Karzaï, déclarait : « Nous devons leur donner confiance, après tout ils ne combattent qu'une armée de gueux en haillons. »

Le gradé en question se nomme Olivier de Bavinchove. Allez savoir pourquoi, mais on se dit que cette sortie fait un tantinet ancien régime.

Suède congrès du Parti de Gauche

Le Congrès du Parti de Gauche de Suède s'est tenu du 4 au 6 janvier 2012 à Uppsala. Il a élu comme nouveau président du Parti, Jonas Sjösted¹, par 179 voix contre 39 à Rossana Dinamarca, seule candidate féminine à être restée en lice après que les délégués ont rejeté, à une courte majorité, la possibilité de se doter d'une présidence bicéphale (Jonas Sjösted et Ulla Andersson). Lars Ohly, le président sortant, avait annoncé dans la préparation du Congrès qu'il ne se représenterait pas pour un nouveau mandat à la présidence du Parti.



Le contexte politique suédois

Les élections législatives de septembre 2010 se sont traduites par la reconduction de l'Alliance des partis de droite et du centre droit au gouvernement (avec 49% des voix) et l'entrée de l'extrême droite au Parlement, ainsi que par l'échec de la coalition Rouge-Verte qui n'a pu obtenir que 44% des suffrages (30,9% pour le PSD, 7,2% pour les Verts et 5,6% pour le Parti de Gauche).

Le Congrès du PDG a tenté d'approfondir les questions politiques qui se posent au Parti dans un contexte où la droite accentue – en lien avec les politiques européennes – l'austérité et le démantèlement de l'État-providence (mise en cause de la protection sociale et du droit du travail)

dans un contexte où le chômage et la précarité augmentent, touchant particulièrement les jeunes et les femmes.

Dans ce contexte, le PDG a fait de la question sociale et du plein emploi l'objectif majeur de sa politique. Celle-ci constituera, en lien avec les politiques européennes, une question-clé dans la collaboration avec les Verts et les sociaux-démocrates avec lesquels il a constitué une coalition électorale lors des dernières élections. Jonas Sjösted a réaffirmé la volonté du PDG de peser pour que toute la gauche puisse agir et gouverner ensemble mais sur la base de contenus réellement transformateurs². Le Parti de Gauche a également décidé de renforcer sa politique environnementale.

Le contexte européen

La crise économique, la crise de l'euro ont une incidence sur la Suède. Le pays n'a pas adopté la monnaie unique, mais son gouvernement de droite, tout comme le gouvernement danois qui assure la présidence de l'Union et finlandais, contribuent – non sans contradictions – à conforter l'axe « Merkozy » dans le nouveau durcissement de clauses d'austérité budgétaire et de régression sociale, prévues dans le projet « d'accord international pour une union économique renforcée » en préparation.

Le Parti de Gauche a affirmé lors de ces derniers congrès une position plus constructive par rapport à l'UE tout en rejetant l'euro; il est donc conforté dans son rejet de cette dérive « austéritaire » des traités actuels et tente de s'y opposer en trouvant des convergences non seulement en Suède où les sociaux-démocrates, tout comme les Verts, restent sur des positions contraires au « pacte pour l'euro plus » mais également avec les partis de la GUE-NGL avec lesquels il coopère au Parlement européen; et au sein d'un espace nordique qui rassemble les partis de la Gauche Verte de Norvège, d'Islande, de Finlande, du Danemark, de Suède, du Groënland et des Iles Féroé.

Dans une récente déclaration³, les premiers responsables des partis de cette Alliance de la Gauche Verte Nordique avancent, « face à la crise financière qui a révélé des failles profondes dans le système capitaliste néolibéral », des propositions pour une « réglementation des marchés financiers » qui peuvent converger avec celles des autres partis de la Gauche transformatrice européenne.

José Cordon

responsable Europe des Relations internationales

BUREAU EXÉCUTIF DU PGE À BERLIN LES 13 ET 14 JANVIER grands axes de bataille européens pour 2012

Dans une déclaration, le Parti de la Gauche européenne affirme sa volonté de rejeter le projet de changement des traités européens :

- en engageant la bataille contre la ratification du projet « d'accord international pour une union économique renforcée » dans chaque pays comme à l'échelle de toute l'Europe.
- en entamant un dialogue ouvert à toutes les forces politiques, sociales, syndicales, démocratiques... qui résistent à l'austérité et cherchent d'autres solutions à la crise. Avec la proposition d'organisation « d'un sommet européen alternatif » pour sortir de la crise, les 30 et 31 mars prochains.
- en créant les conditions d'une irruption des citoyens dans les choix politiques européens avec une proposition d'initiative citoyenne européenne visant à « combattre l'austérité et les marchés financiers, réorienter l'argent vers le progrès social... » avec la création « d'un fonds européen de développement social, solidaire et écologique, ou une banque publique européenne exclusivement destinée à faciliter les investissements publics en faveur du développement social et écologique, la promotion des services publics. »

Face aux marchés financiers et pour sortir de la crise en Europe, renforcer les luttes, reconquérir le pouvoir des peuples.

Berlin, 14 janvier 2012

1. Jonas Sjösted a été élu député au Parlement suédois lors des dernières élections législatives du 19 septembre 2010. Il a été, par ailleurs, député européen de 1995 à 2006 au sein du groupe GUE-NGL où il a joué un rôle important au sein de sa composante gauche verte nordique.

2. « La participation au gouvernement ne peut jamais être inconditionnelle. C'est une question de contenu politique. Ce doit être au PDG de dire comment il considère la question de sa participation à un éventuel gouvernement et les militants doivent être consultés et décider. Le PDG a une longue expérience de soutien à des gouvernements sociaux-démocrates en n'ayant eu que peu d'influence sur leur politique. Nous ne pouvons plus accepter d'être mis dans cette situation. Soit nous gouvernons, soit nous restons dans l'opposition » (interview à l'hebdomadaire *Flamman*, 11 janvier 2012).

3. « Une nouvelle réglementation nécessaire pour assurer "l'argent" des citoyens ». Déclaration publiée dans le *Dagens Nyheter* du 18 janvier 2012.

ATHÈNES

13^o rencontre des partis communistes et ouvriers

Plus d'une centaine de délégués représentant 78 partis de 59 pays ont participé à Athènes à la 13^o Rencontre de Partis communistes et ouvriers. Une nouvelle fois, la crise profonde du capitalisme était au centre des interventions des participants mais cette fois-ci pour parler des issues possibles. De là, le choix du thème central : « Le socialisme du futur » et le choix du lieu de cette rencontre, Athènes, capital d'un peuple qui mène des luttes courageuses contre les politiques de la UE et du FMI. Les apports d'une bonne partie des participants ont montré, à partir d'expériences très diverses, une volonté déterminée en faveur du rassemblement des forces progressistes.

Nous vivons plus qu'une simple conjoncture défavorable. C'est d'une véritable crise de civilisation qu'il s'agit, dans laquelle les forces du capital, dans leur recherche d'une issue à la crise, imposent de plus en plus de destructions des droits économiques, politiques et sociaux, plus de destructions de l'environnement, plus d'autoritarisme. Face à ces politiques les peuples devront imposer leurs alternatives qui, au fond, ne peuvent qu'être un questionnement des logiques du capitalisme. Les mouvements sociaux et populaires auxquels nous assistons en Europe, dans le monde Arabe et en Amérique latine sont encourageants, ils expriment des exigences et aspirations. Ils portent une vision de changement.

Pourrons-nous articuler ces exigences avec une perspective politique qui permette de construire l'alternative nécessaire ? En France, nous avons fait le choix stratégique du Front de gauche pour œuvrer à cette articulation et nous proposons la création de Fronts de luttes qui rassemblent largement les forces du changement.

Dans un contexte marqué par une mondialisation façonnée par un capitalisme financiarisé, les forces de gauche doivent répondre aux défis communs. Pourrons-nous donner une dimension nouvelle aux luttes qui s'enracinent dans les réalités de chaque société en favorisant leur convergence sur le plan régional, européen ou international ?

Les participants à la rencontre d'Athènes ont coïncidé dans leur analyse en constatant le développement d'une conscience qui fait apparaître plus clairement les

responsabilités et politiques qui sont à l'origine de la crise actuelle. Ce qui ressort de cette conférence est une volonté largement partagée en faveur de la recherche de convergences, d'actions communes dans le respect des différences.

Au-delà de la solidarité nécessaire entre les peuples, partis et forces du progrès, un internationalisme vivant et concret peut être construit. En Europe, pour faire échec aux politiques de destruction que les gouvernements mettent en œuvre, avec les forces progressistes de l'Amérique latine et du monde arabe en faveur d'un nouvel ordre international, pour une nouvelle architecture financière internationale, pour la droit à la souveraineté et à la paix.

C'est avec cette volonté internationaliste que le PCF participe aux différents espaces internationaux qui favorisent le rassemblement des forces progressistes et a voulu apporter sa contribution en organisant en 2008 la rencontre *Construire un nouvel internationalisme* et en 2010 une *Rencontre des progressistes d'Amérique latine et Europe*, pour réfléchir ensemble à partir de questions concrètes telles que le défi alimentaire et environnemental, les droits des migrants, la monnaie et les stratégies de développement.

C'est avec cette même volonté que le PCF assiste aux réunions du Forum de São Paulo, qui rassemble les partis de la gauche latino-américaine, et aux réunions du Réseau de la gauche africaine.

C'est aussi dans cet esprit unitaire que nous avons participé activement à la fondation du Parti de la Gauche européenne qui réunit un nombre important de partis de l'Ouest et de l'Est du continent. Ce parti se veut un outil au service de nos peuples pour faire face aux politiques et aux projets du capital tout en mettant tous nos efforts dans la construction d'une alternative de progrès : une Europe des peuples.

Le PCF fait de cette démarche une partie importante de sa stratégie et souhaite contribuer à tout ce qui favorise l'action conjointe, la recherche d'axes de travail et de réflexion communes, et valoriser tout ce qui permet l'intervention populaire.

Obey Ament
responsable Amérique latine des Relations internationales

20 ANS APRÈS LA CHUTE DE L'URSS

la Russie à la croisée des chemins

Deux décennies après la fin de l'Union soviétique, la Russie se trouve à la croisée des chemins à quelques semaines d'une élection présidentielle clé où Vladimir Poutine devrait être élu à la magistrature suprême pour un mandat de six ans.

Certains commentateurs voient dans la situation politique actuelle de la Russie la suite des bouleversements profonds entamés il y a deux décennies avec la perestroïka initiée par Mikhaïl Gorbatchev en 1985. D'autres considèrent que le mécontentement de la classe moyenne pourrait conduire à un modèle de contestation comme celui des révolutions arabes.

Réalité ou fantasme ?

Quoiqu'il en soit, une nouvelle manifestation est prévue le 4 février prochain, après la longue trêve du Nouvel an et du Noël orthodoxe. Car le mécontentement subsiste, notamment depuis l'annonce brutale en 2011 par Poutine de son intention de briguer un nouveau mandat présidentiel qui pourrait le conduire à rester au Kremlin pour 12 ans (le terme du mandat a été allongé de quatre à six ans). Plus globalement, le pacte entre le tandem Poutine-Medvedev et la classe moyenne a été rompu du fait de l'autoritarisme du pouvoir qui n'a pas tenu compte d'un changement profond de la société russe. La montée de la corruption, le contrôle quasi-total des médias et une mise en cause des acquis sociaux hérités de l'URSS (la santé et l'éducation sont désormais payantes pour obtenir un service de qualité) sont là encore des aspects négatifs du système que dénoncent les Russes.

En effet, après les années d'instabilité sous Eltsine, Poutine est apparu comme le dirigeant qui a redonné une stature à la Russie traumatisée par l'effondrement de l'empire en 1991. Économiquement, le niveau de vie des Russes s'est élevé grâce à l'envolée des prix du pétrole et du gaz, principales ressources de l'État russe qui vit d'une économie rentière. Mais avec la crise mondiale, les Russes craignent que l'ascenseur social se bloque après une décennie d'embellie. Lors de la présidence de Dmitri Medvedev, qui a succédé à Poutine empêché en 2008 de faire un

troisième mandat présidentiel en vertu de la constitution, une société civile est apparue avec des mouvements de contestation divers (lutttes des écologistes contre la construction d'une autoroute dans la région de Moscou, naissance de blogs anti-corruption, etc).

Ces conflits sociétaux divers ont débouché en fin de compte sur les manifestations du 10 et 24 décembre qui ont rassemblé des dizaines de milliers de personnes à la suite des élections législatives du 4 décembre. Ce scrutin a cristallisé le mécontentement contre le pouvoir accusé d'avoir truqué les votes au profit du parti au pouvoir Russie Unie, qualifié de « parti des escrocs et des voleurs ». Malgré ces bourrages d'urnes, Russie Unie a connu un recul sensible passant de 64,30% aux dernières élections à 49,32% en 2011. Les gagnants du scrutin ont été avant tout les communistes (KPRF) qui passent de 11,57% à 19,19%.

Face au Kremlin, la « révolution blanche » (la couleur des rubans portés par les manifestants) de décembre a été lancée par une opposition multiforme allant de l'extrême droite à la gauche contestatrice sans véritable programme et sans leader. Les forces politiques en présence se divisent en deux camps. La gauche parlementaire est formée par le Parti communiste, premier parti d'opposition au sein de la Douma avec son sempiternel leader Guennadi Ziouganov. Il a recueilli les voix des protestataires, ainsi que celles des couches défavorisées et des nostalgiques de l'ex-URSS.

À l'autre bout de l'échiquier politique, il y a les courants se réclamant du libéralisme incarnés par Boris Nemtsov, un ex-responsable politique de l'ère Eltsine, l'ancien champion du monde d'échecs Garry Kasparov et Edouard Limonov, ancien dissident, écrivain de tendance nationale bolchévique. Des groupes ultranationalistes, dont certains notoirement racistes et fascistes, complètent cette opposition.

À leur côté, sont apparus des mouvements informels utilisant les médias sociaux dont le blogueur Alexei Navalnyi, qui a fait ses études aux États-Unis, et réputé proche des mouvements de l'extrême droite.

la Russie à la croisée des chemins

Pris de vitesse, le pouvoir russe a dénoncé la présence d'ONG, comme Golos (accusée d'être financée par l'organisation américaine USAID) gardant à l'esprit les rôles de ces ONG dans les révolutions colorées qui ont éclaté ces dernières années dans plusieurs anciennes ex républiques soviétiques, comme en Géorgie et surtout la « révolution orange » en Ukraine, considérées par Moscou comme autant de pierres dans le jardin russe.

Début 2012, à quelques semaines du premier tour des présidentielles du 4 mars, les dirigeants russes ont semble-t-il changé de stratégie. Lors de ses vœux de nouvel An, Vladimir Poutine a reconnu la diversité de l'opinion politique des Russes. Dans son programme électoral, il a également indiqué nécessaire de résoudre le problème de la pauvreté en Russie avant la fin de la décennie. Plus généralement, il a prôné la mise en place de mécanismes de contrôle des autorités par la société civile, la lutte contre l'arbitraire de l'État et la corruption. Il a aussi promis de défendre la moralité dans les médias et sur Internet.

En politique étrangère, la critique de l'Occident s'est faite plus vive, Poutine dénonçant la tentative d'imposer sa volonté à la Russie. En réponse, Moscou a relancé le concept d'Union eurasiennne.

En dépit des contestations, Vladimir Poutine, reste favori des sondages avec 44% des intentions de vote (centre Levada). Le pouvoir russe se targue d'une croissance du PIB à près de 4,5% en 2011 et 2012. Le taux de chômage est retombé officiellement à 6,3%, la dette du pays est inférieure à 10% du PIB et l'inflation est en baisse à 6,5%. Si en 2004, Poutine avait été élu au premier tour des présidentielles avec 71% des voix, dans la situation politique actuelle, il pourrait être contraint d'affronter un second tour face à Ziouganov crédité de 10% des intentions de vote.

Les autres candidats déclarés à l'heure actuelle sont le milliardaire Mikhaïl Prokhorov, poche du Kremlin, l'économiste libéral de Yabloko Grigori Iavlinski *, mais aussi le populiste Vladimir Jirinovski et Sergueï Mironov (Russie Juste). Pour l'élite dirigeante russe, le choix de Vladimir Poutine constitue une garantie de la stabilité du pays.

Certains analystes estiment même un possible compromis à ce sujet entre l'opposition et le Kremlin.

Patrick Kamenka

* Cet opposant à Vladimir Poutine vient d'être écarté de la compétition par la Commission électorale russe, au motif officiel que 24% des 2 millions de signatures valides nécessaires à son enregistrement en tant que candidat, sont irrecevables. Pour l'opposition à Vladimir Poutine, il s'agit évidemment d'une manipulation politique, qui ôte toute crédibilité au scrutin présidentiel à venir. Il semblerait que Ialinsky aurait pu obtenir un résultat compromettant l'élection, dès le premier tour, de Vladimir Poutine...

MONDE ARABE

Égypte

Soirée de solidarité avec le peuple égyptien. Collectif des jeunes au CICP avec Patrick Margaté (23 décembre 2011).

Manifestation contre la répression des femmes en Égypte, participation de Catherine et Patrick Margaté pour le PCF, le 24 décembre 2011.

Jacques Fath et Patrick Margaté reçoivent le 10 janvier, au siège du PCF, **Françoise Clément, spécialiste de l'Égypte et Magda Refaa, progressiste égyptienne.**

Yémen

Soirée de solidarité avec la révolution au Yémen, participation de Patrick Margaté (5 janvier 2012).

Algérie

Participation de Patrick Margaté à l'**Assemblée générale de l'ACDA** (Agir pour le changement et la démocratie en Algérie) le 13 janvier 2012.

Initiative le 23 janvier au **siège de la CGT pour le 50ème anniversaire de Charonne dans le contexte de la guerre d'Algérie.** Intervention de Bernard Thibault; Pierre Laurent; Gérard Aschiéri (FSU); Emmanuel Zemmour (président de l'UNEF); Pierrick Anoot (SG du Mouvement jeunes communistes); Huguette Azavant (Comité Vérité et Justice pour Charonne); Henri Alleg comme grand témoin. Présence de Jacques Fath et d'autres membres du PCF.

Syrie

Jacques Fath et Patrick Margaté rencontrent le 3 janvier **Michel Kilo, personnalité progressiste de l'opposition** et, le 19 janvier, **Haytham Manna, président pour l'extérieur du Comité national de coordination des forces de changement démocratique en Syrie (CNCD).**

Liban

Marie Debs, secrétaire générale du PC libanais, responsable des *Relations internationales*, est reçue au siège du PCF par Jacques Fath, le 16/12/11.

Le 14 janvier 2012, Jacques Fath et Patrick Margaté ont participé au **meeting de solidarité avec les soulèvements arabes** à la Bourse du Travail: *Un an après la révolution des peuples du monde arabe*, organisé par l'inter-collectif.

AFRIQUE

République démocratique du Congo

Rencontre entre **Nkanga Kik Ouakou, président territorial, Modeste Duku, secrétaire national aux droits de l'Homme, Kibé, secrétaire national adjoint, Augustin Kimpéré, représentants de l'association APARECO**, Alliance des patriotes pour la refondation du Congo et Sylvie Jan pour le PCF, le 21/1/2012.

Madagascar

Rencontre entre **Aimée Ratsifihéra, vice-présidente de l'AKFM** et Jacques Fath, Sylvie Jan, Marine Malberg, Daniel Feurtet, Henri Boudin pour le PCF (26/1/2012).

Cameroun

Intervention de Sylvie Jan lors des **vœux de l'UPC**, Bourse du Travail à Paris (21/1/2011).

Afrique du Sud

Message de Pierre Laurent à l'adresse de l'ANC à l'occasion de son 100ème anniversaire (5/1/2012).

KURDISTAN/TURQUIE

Protestation de Pierre Laurent au nom du PGE et du PCF à l'adresse du ministre allemand des Affaires étrangères, contre **l'arrestation de Faruk Doru, représentant officiel en Europe du BDP**, réfugié placé normalement sous la protection de la France et arrêté à Munich, emprisonné durant un mois et demi et relâché sans qu'aucune charge ne soit retenue contre lui. Plusieurs élus communistes avaient aussi réagi dans plusieurs départements de France (16/12/2011).

Rencontre entre Sylvie Jan pour le PCF et Michel Billout, Jean-Michel Mazaranof, Lysiane Alezard pour l'ANECR afin d'apporter un soutien aux 25 maires du BDP (Parti pour la paix et la démocratie) emprisonnés sous prétexte de lutte contre le terrorisme et de liens avec le PKK – comme le sont des centaines d'autres élus – et dans le but d'une **délégation commune au Kurdistan de Turquie en février** (19/12/2011).

Déclaration du PCF après une nouvelle répression de grande ampleur menée par le gouvernement d'Erdogan, dans 17 villes de Turquie se traduisant par près de 200 arrestations (13/1/2012).

ASIE

Japon

Le 14 décembre, participation de Jacques Fath à la **réception de l'Ambassade du Japon.**

Chine

Jacques Fath et Claire Chastain reçoivent **Jin Xudong, Conseiller de l'Ambassade** (11 janvier).

Sri Lanka / Tamil Elaam

Interventions de Madame Marie-George Buffet auprès de Monsieur le président de l'Assemblée nationale pour la création d'un groupe d'étude sur la **situation du peuple tamoul au Sri Lanka** et de Monsieur le président de la république pour une saisine judiciaire internationale au sujet des **possibles crimes de guerre et crimes contre l'humanité** commis contre le peuple Tamoul (lettres disponibles sur demande).

EUROPE

Belgique

Entretien avec le **Parti du Travail** de Jacques Fath et José Cordon, le 4 janvier 2012.

PGE

République tchèque

Rencontre de Pierre Laurent avec la direction du Parti communiste de Bohême-Moravie le 12 janvier à Prague.

Allemagne

Les partis membres et observateurs du **Parti de la gauche européenne réunis en Bureau exécutif** à Berlin les 13 et 14 janvier derniers ont défini les **grands axes de bataille européens pour 2012**. Participation de Pierre Laurent, Christine Mendelsohn, Jean-François Gau (document disponible sur le site internet du PGE).

Meeting de Die Linke « contre le pouvoir des banques », intervention de Pierre Laurent, le 15 janvier à Berlin.

AMERIQUE LATINE

Obey Ament participait à la **réunion du Groupe de travail Amérique latine du PGE** qui a eu lieu à Berlin, le 17 janvier.

Colombie

Le 26 janvier Jacques Fath et Obey Ament ont rencontré **Jaime Caycedo, secrétaire général du Parti communiste colombien**.

Salvador

Le 26 janvier, Jacques Fath et Obey Ament ont participé à l'inauguration du **Colloque *La Paix est possible 1992-2012*** et ont salué **Salvador Sanchez Ceren, vice-président et Hugo Martinez, ministre des Relations extérieures** du Salvador. Participation de Claire Chastain au colloque *La paix est possible* le 27 janvier, au CERI-Science po.

ÉVÉNEMENTS AU SIÈGE DU PCF

Audition de **Geneviève Garrigos, présidente d'Amnesty international France**, le 16 décembre.

Le film ***Palestine* de Nadir Dendoune** a été projeté au siège du PCF le 12 janvier. 300 personnes étaient réunies sous la coupole Niemeyer à cette occasion et ont ensuite participé aux échanges autour du film et des questions qu'il soulève sur la situation en Palestine. Pour toute information concernant le film : Madjid Messaoudene, lemaildemadjid@gmail.com.

Séminaire international sur le Printemps arabe, les 20 et 21 janvier, en hommage à Gérard De Bernis. Cette initiative qui fut une réussite collective fera l'objet d'un numéro spécial de la LRI.

Le PCF est membre actif de plusieurs collectifs unitaires : intercollectif de solidarité avec les peuples arabes ; Maghreb solidarité ; Palestine ; Bolivie ; Sortir du colonialisme ; Collectif de solidarité avec les luttes sociales et politiques en Afrique ; Coordination nationale des associations solidaires avec le peuple kurde, OTAN-Afghanistan et « No to War – No to NATO » ; ICAN-France ; ACET.

SUGGESTION DE LECTURE

Nouveaux mondes, carnets d'après Guerre froide

Bertrand Badie, Éditions CNRS et LeMonde.fr, janvier 2012

Livre de nouvelles Échos de Palestine

Les éditions du Littéraire, décembre 2011, avec le soutien de l'UNESCO

La guerre humanitaire pour le Kosovo

Robert Décombe, Éditions du Losange, décembre 2011

La confusion des valeurs

Hassan Khalil, Éditions Dar-Al Farabi janvier 2012

Recherches internationales les États-Unis et le monde n°91 juillet-septembre 2011

Le Parti communiste français
publie régulièrement des communiqués
liés à l'actualité internationale.

Les communiqués sont à retrouver
intégralement sur le site du PCF:

www.pcf.fr

Chaque mercredi, dans ***l'Humanité***,
un article sur la situation internationale,
publié dans le supplément ***Communistes***

RADIO FRANCE INTERNATIONALE**risque de devenir le service radio de France 24**

Malgré la détermination des salariés, qui ont voté à 94% contre le projet de fusion avec France 24 dans une société de l'*Audiovisuelle extérieure de la France*, et malgré la demande de la mission parlementaire chargée d'examiner cette fusion de surseoir dans l'attente de ses conclusions, le gouvernement persiste et avance à marche forcée.

Il est certain que nous avons besoin d'une grande chaîne d'information internationale comme en possèdent les États-Unis ou la Grande-Bretagne. Il ne faut donc pas casser nos bons outils de la sorte, détricoter les métiers et les particularités de chaque média. Au contraire, il faut créer des synergies entre RFI et Radio France d'un côté, entre France 24 et France Télévisions de l'autre, TV5 devant quant à elle rester indépendante avec son statut particulier.

RFI et France 24 doivent à la fois porter la vision de la France sur les événements nationaux et être des lieux où des hommes et des femmes du monde entier peuvent donner leur avis, partager leurs idées sur leur pays et sur le monde. Une fois encore, ce projet de fusion de va pas dans ce sens, puisque l'AEF est placée sous la tutelle gouvernementale.

Enfin, ce projet de fusion se déroule dans des conditions inacceptables. Comme l'ont montré les salariés de RFI, le bâtiment dans lequel il est prévu de les installer est non seulement inadapté, mais en outre plus coûteux ! Alors que le loyer était versé à un organisme public, il le sera désormais à un consortium privé. Les réorganisations incessantes des équipes, les plans sociaux qui se succèdent

dégradent la qualité des programmes de RFI. La souffrance au travail est devenue une donnée majeure du problème. Je soutiens donc sans réserve les salariés quand ils dénoncent les objectifs et les conditions de mise en œuvre de cette fusion. Un grand nombre de membres de la mission parlementaire à laquelle j'ai participé ont également exprimé leur opposition au projet ou, au moins, de sérieux doutes sur la stratégie choisie. L'arrière plan de rivalités entre les deux principaux dirigeants de l'AEF, Christine Ockrent et Alain de Pouzilac, n'a pu qu'alimenter cette défiance.

Pour ne pas froisser la présidence de la République, la remise du rapport de la mission n'a cessé d'être différée. Puis c'est un rapport incompréhensible qui a finalement été rendu. Ce rapport explique que RFI est à un seuil critique, que France 24 ne fonctionne pas bien. Il pointe des défauts de pilotage, un manque de vision stratégique et une mauvaise gestion. Mais il conclut tout de même à la fusion ! Puis ce rapport est retiré et, depuis, plus de nouvelle. Six mois d'auditions et de débats sont enterrés.

Les choses sont donc claires : il s'agit de mettre un terme à l'indépendance de RFI afin que l'Élysée puisse utiliser l'*Audiovisuelle extérieure de la France* comme un porte-voix. Cela montre à quel point il est indispensable de se battre pour le pluralisme de la presse et des médias, de favoriser la participation des usagers et des salariés à la gestion du service public de l'information. L'enjeu est d'autant plus grand que, dans une époque comme la nôtre, où l'on sait de plus en plus de choses en temps réel, pouvoir accéder dans de bonnes conditions à des informations de qualité s'affirme de plus en plus comme une condition *sine qua non* de l'exercice de la démocratie et des coopérations.

Marie-George Buffet, députée

Marie-George Buffet et nombre de personnalités ont signé l'appel Non à la fusion-destruction de RFI » paru dans Libération le 13/01/12
rfriposte.wordpress.com/petition

FERMETURE DE ROJ TV : Eutelsat se substitue à la justice

Reporters sans frontières est abasourdi par la décision de l'entreprise européenne Eutelsat de suspendre la diffusion de la chaîne kurde Roj TV sur ses satellites.

« Nous sommes choqués par cette décision unilatérale et scandaleuse, prise au mépris de la liberté d'expression. En suspendant la diffusion de *Roj TV*, Eutelsat prend une initiative dont s'est bien gardée la justice danoise. La cour n'a jamais ordonné la fermeture de la chaîne, qui a d'ailleurs fait appel de sa condamnation à une peine d'amende », a rappelé l'organisation.

« De la Chine à l'Iran, en passant par l'Arabie saoudite, Eutelsat s'est déjà illustrée par son peu de considération pour la liberté de l'information. L'entreprise contribue désormais à promouvoir une rhétorique « antiterroriste » à la portée politique majeure. Faut-il rappeler qu'il s'agit là de l'argument de choix des régimes répressifs

pour justifier leurs atteintes à la liberté de la presse ? C'est encore sous ce prétexte que la Turquie a jeté en prison une trentaine de journalistes il y a moins d'un mois. L'État français, actionnaire d'Eutelsat, est-il prêt à endosser la responsabilité de sa décision ? »

Le 19 janvier, Eutelsat a annoncé qu'elle demandait à ses distributeurs d'interrompre la diffusion de *Roj TV*. L'entreprise estime que la condamnation de la chaîne kurde par la justice danoise, début janvier, lui ferait courir le risque d'être attaquée en France pour « complicité d'apologie du terrorisme » et « complicité de collecte de fonds au profit d'une organisation terroriste ».

Le 10 janvier 2012, en première instance, le tribunal de la ville de Copenhague a jugé

Roj TV coupable de « soutien aux activités d'une organisation terroriste » de février 2008 à septembre 2010. Les deux sociétés propriétaires de la chaîne ont été condamnées à une lourde amende. Mais la cour n'a pas suivi le parquet, qui demandait le retrait de l'autorisation d'émettre. La chaîne a interjeté appel.

Le siège de *Roj TV* est basé à Copenhague et émet dans 68 pays. La chaîne a fait l'objet d'accusations récurrentes pour ses liens présumés avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Cette organisation affronte les autorités turques depuis 1984 dans un conflit meurtrier, qui a récemment regagné en intensité.

LA FIJ INTERPELLE L'ONU au sujet des meurtres des journalistes après la mort de 106 d'entre eux dans des incidents violents en 2011

La Fédération internationale des journalistes (FIJ) a interpellé (en décembre 2011) le secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon, pour qu'il prenne des mesures énergiques contre les gouvernements des pays les plus dangereux pour les journalistes. Cet appel est lancé alors que la Fédération vient de publier sa liste annuelle de 106 journalistes et personnel des médias tués au cours de 2011.

La FIJ soutient que 2011 a été une année meurtrière pour les journalistes et rejette la responsabilité de cette violence croissante contre les médias sur les gouvernements qui ne respectent pas leurs obligations internationales. Dans sa lettre au secrétaire général de l'ONU, la Fédération plaide pour l'application efficace des dispositions légales internationales visant à combattre l'impunité pour les crimes contre les journalistes.

« Force est de constater que la violence meurtrière contre les journalistes n'est pas juste due aux conflits dans le monde, mais est bien, dans plusieurs pays, un cycle régulier où les journalistes sont pourchassés, ciblés et tués par les ennemis de la liberté de la presse », selon la lettre de la FIJ signée par son président, Jim Boumelha. « Quand les gouvernements refusent de reconnaître ou ne prêtent aucun intérêt à ce qui est devenu une tendance régulière de meurtres ciblant les journalistes, il est de votre devoir et celui des Nations unies de leur rappeler leur obligation de protéger les journalistes ».

La liste de cette année confirme que les journalistes sont parmi les principales victimes de la violence dans les conflits armés, les tensions ethniques et religieuses ou les soulèvements politiques qui ont éclaté dans plusieurs pays durant ces douze derniers mois. Les professionnels des médias sont exposés à de sérieux risques, souvent avec des conséquences tragiques alors qu'ils assurent depuis la ligne de front la couverture des conflits, comme au Pakistan et dans le monde arabe, ou la répression de la criminalité dans les parties livrées à l'anarchie du Mexique. Dans tous ces endroits, les journalistes sont considérés comme des témoins gênants.

La liste de la FIJ, établie en coordination avec l'International News Safety Institute (INSI), fait état de 106 journalistes et personnel des médias tués en 2011, contre 94 retenus l'année dernière. 20 autres journalistes et leurs collaborateurs sont morts dans des accidents et incidents causés par des désastres naturels.

Selon la FIJ, la violence ne cible pas uniquement les journalistes, mais aussi leurs collègues dans tous les secteurs d'activités médiatiques, notamment les cameramen, les chauffeurs, les facilitateurs ainsi que le personnel d'appui. La Fédération tient à répertorier toutes ces victimes pour souligner l'importance de leur rôle dans la collecte d'informations et la couverture médiatique.

La culture de l'impunité s'est fermement ancrée dans plusieurs parties du monde du fait que les gouvernements ont systématiquement failli à leur obligation de protéger les journalistes et de punir ceux qui sont responsables des violences à leur encontre. Cela a contribué à l'augmentation du nombre de meurtres de journalistes, estime la FIJ. Face à cette situation et de concert avec la communauté de défenseurs de la liberté de la presse, la Fédération a organisé pour la première fois, le 23 novembre 2011, la **Journée mondiale contre l'impunité pour les crimes ciblant les journalistes**.

« Les statistiques de cette année démontrent que la violence contre les travailleurs des médias continue de sévir », a ajouté Stephen Pearse, secrétaire général adjoint de la FIJ. « Nous devons donner un message fort pour exiger des mesures appropriées en vue d'arrêter la violence et le bain de sang ».

En date du 31 décembre, la FIJ a enregistré les cas ci-dessous de meurtres de journalistes et personnel des médias en 2011 :

Assassinats et homicides : 106

Morts accidentelles : 20

Total des morts : 126

La région la plus meurtrière au cours de 2011 a été le Moyen-Orient et le Monde arabe avec 32 journalistes et personnel des médias tués. L'Irak détient le record de la région avec 11 morts.

Les pays les plus dangereux pour les journalistes sur base du nombre de victimes sont les suivants :

Irak : 11

Pakistan : 11

Mexique : 11

Les Philippines : 6

Libye : 6

Yémen : 6

Honduras : 5

Inde : 5

La FIJ représente plus de 600 000 journalistes dans 131 pays du monde.

Avec le SNJ-CGT, soutenez Dogan YURDAKUL !

Détenu dans une prison turque depuis le 3 mars 2011

Une centaine de journalistes sont actuellement détenus dans les prisons turques, victimes de la répression dans leur pays. Le SNJ-CGT, répondant à la campagne de la Fédération européenne des journalistes (FEJ), a décidé "d'adopter" un journaliste détenu en Turquie, comme Amnesty International le fait pour les prisonniers d'opinion. Il s'appelle Dogan YURDAKUL.



DOGAN YURDAKUL, journaliste turc qui travaille pour OdaTV, un site internet, a été arrêté le 3 mars 2011 dans le cadre des lois anti-terroristes prônées par le gouvernement d'Ankara.

Après son arrestation et celle de ses collègues du site, il est enfermé à la prison de Silivri depuis bientôt 10 mois.

LE SNJ-CGT a pris l'initiative, dans le cadre de la campagne lancée par la Fédération européenne des journalistes (FEJ), de "parrainer" DOGAN afin de lui témoigner notre solidarité et de tout mettre en œuvre avec les syndicats turcs de journalistes et ses défenseurs afin qu'il puisse au plus vite recouvrer la liberté et reprendre son activité professionnelle.

NOUS APPELONS L'ENSEMBLE DE LA PROFESSION, LES SYNDICATS, ET TOUS LES CITOYENS QUI REFUSENT QUE LES AUTORITES TURQUES MUSELLENT LA PRESSE ET BAILLONNENT LES JOURNALISTES SOUS LE FALLACIEUX PRETEXTE DE LUTTE ANTI-TERRORISTE DE FAIRE PARVENIR DE NOMBREUX MESSAGES POUR EXIGER LA LIBERTE POUR DOGAN ET POUR 90 AUTRES JOURNALISTES EMBASTILLES DANS LES GEOLES TURQUES.

MESSAGES A ADRESSER AU : snj@cgt.fr - SITE DU SNJ CGT: snj.cgt.fr

**LIBERONS LES JOURNALISTES TURCS EMPRISONNES
LIBERTE POUR DOGAN YURDAKUL
LIBERTE DE L'INFORMATION EN TURQUIE.**